



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 20 – Du 13 au 19 mai 2022

En bref

Afghanistan : Nouvelles discussions au sujet de la ligne de chemin de fer *Trans-Afghan railway* entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan. Le gouvernement taliban dévoile son budget pour l'exercice 2022/23. Réouverture de la ligne aérienne Kaboul-Moscou.

Bangladesh : Forte expansion des services financiers mobiles depuis le début de la pandémie. Détérioration des termes de l'échange de biens.

Bhoutan : Les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en baisse. Lancement du DSP Startup Loan. Négociation du prix des carburants avec l'Inde.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Révision à la baisse des prévisions de croissance par Standard & Poor's. Les prix de gros en forte hausse au mois d'avril. Les sorties nettes d'investissements étrangers s'intensifient pour atteindre 2,5 Mds USD en mars 2022. *Secteur bancaire et financier* : Les banques publiques acceptent de financer les compagnies d'électricité en difficulté. *Politique commerciale* : L'Inde restreint ses exportations de blé. L'Inde préoccupée par les restrictions indonésiennes aux exportations d'huile comestible. *Informations sectorielles* : Record des importations de pétrole brut en provenance du Moyen-Orient et de Russie. Accord entre Air France-KLM et Indigo. Discussion sur une possible fusion de Singapore Airlines et Vistara. Campbell Wilson nommé directeur général d'Air India. Pieter Elbers nommé PDG d'Indigo. Le ministre indien de l'environnement sollicite un soutien pour la remise en état des terres dégradées dans les pays en développement. La crise au Sri Lanka impacte encore marginalement le transport maritime avec l'Inde mais les transporteurs pourraient être amenés à dévier prochainement une part croissante de leurs navires vers les ports indiens. Manastu space remporte un contrat auprès de Venture Orbital System. Accord exclusif pour l'acquisition de Mytrah Energy India.

Maldives : Publication du rapport annuel de la *Maldives Monetary Authority*.

Népal : Visite de Narendra Modi au Népal. En parallèle, avancées des projets hydroélectriques avec l'Inde. Difficile exécution de dépenses budgétaires. Le déficit de la balance courante sur neuf mois atteint un record historique.

Pakistan : 7^{ème} revue de la Facilité élargie de crédit, les discussions techniques ont peu de probabilité d'aboutir. Dépréciation record de la roupie. Hausse du taux directeur attendue lors du Conseil de la politique monétaire de la SBP le 23 mai. Le déficit budgétaire de 2021/22 pourrait s'établir à 9% du PIB. Le déficit commercial pourrait atteindre 65,5 Mds USD pour 2021/22. Interdiction provisoire des importations sur une quarantaine de produits. Le Premier ministre veut mettre en place des restrictions sur les importations en provenance de l'UE. Des prévisions de croissance de 6% pour 2021/22 en contradiction avec celles du FMI.

Sri Lanka : Lancement d'une taxonomie pour une finance durable. Discours du nouveau Premier ministre devant le Parlement. Forte contraction de l'industrie manufacturière et contraction dans les services en avril. Contraction en g.a. du commerce extérieur de marchandises en mars. Investissement de 417,5 M USD dans l'île d'Uchchamunai.

Afghanistan

Nouvelles discussions au sujet de la ligne de chemin de fer *Trans-Afghan railway* entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan

Le ministre des Affaires étrangères afghan Amir Khan Muttaqi, le vice-Premier ministre ouzbek et le ministre du Commerce ouzbek se sont entretenus virtuellement pour évoquer le projet de voie ferrée *Temez - Mazar-e-Sharif – Kaboul - Peshawar*. Selon le tracé proposé par l'*Afghan Railway Authority*, le *trans-Afghan railway* partirait de Temez en Ouzbékistan puis desservirait Mazar-e-Sharif, Samangan, Pul-e-Khumri, Kabul, Logar et Jalalabad et atteindrait Peshawar au Pakistan, sous réserve de l'accord des autorités pakistanaises. La ligne de chemin de fer devrait suivre un tracé de 600km de long et serait reliée aux réseaux ferroviaires ouzbeks au Nord de Temez et pakistanais à l'Est de Peshawar.

Le budget total du projet est estimé à 5 Mds USD, sans plus de précisions concernant les sources de financement. Le projet est principalement piloté par l'Ouzbékistan, qui a pour ambition de devenir le principal hub de transports de la région, permettant de connecter l'Asie centrale à l'Asie du Sud. Le ministre de l'Investissement pakistanais s'est dit enthousiaste à propos du projet, affirmant que le *trans-Afghan railway* pourrait relier l'Asie centrale avec les ports de Karachi, Gwadar et Qasim.

La Chambre du commerce et de l'investissement d'Afghanistan a, pour sa part, affirmé que ce projet exercerait une incidence positive sur le commerce entre l'Afghanistan et ses voisins et permettrait de réduire la pauvreté. Le projet se heurte cependant à des obstacles importants qui peuvent susciter des doutes quant à sa faisabilité, notamment en matière sécuritaire du fait des attentats qui ont eu lieu récemment dans la capitale afghane.

Le gouvernement taliban dévoile son budget pour l'exercice 2022/23

Le Conseil des ministres du gouvernement taliban a approuvé le budget pour l'exercice budgétaire 2022/23 (débuté mi-décembre 2022), à hauteur de 231 Mds AFN (2,57 Mds USD), dont 27,9 Mds AFN (310 M USD) pour des programmes de développement, soit 12% du budget. Les 203 Mds AFN restants seront utilisés pour des dépenses courantes, mais l'annonce officielle n'a pas précisé leur répartition.

Le budget 2022/23 est le plus faible de ces vingt dernières années, d'un montant équivalent à 48,8% du budget de l'année précédente. Le budget 2021/22 s'élevait en effet à 473 Mds AFN (5,26 Mds USD), dont 160 Mds AFN (1,78 Mds USD) pour financer le développement et 311 Mds AFN pour les opérations courantes. Le budget 2022/23 est en outre déficitaire à hauteur de 44 Mds AFN (490 M USD), soit 3,4% PIB, contre 2,9% l'année passée.

Le ministre des Finances a souligné que, contrairement aux années précédentes, le budget 2022/23 est entièrement financé par des ressources internes, ce qui semble cohérent avec le montant des recettes internes collectées en 2020/21. Cependant, on peut s'interroger sur le type de ressources qui pourront être levées et sur la capacité du nouveau gouvernement à collecter un montant suffisant, étant donné la crise alimentaire et économique ainsi que l'insécurité chronique qui règne dans le pays.

Pour rappel, l'aide internationale représentait 40% du PIB afghan en 2020 (54% du budget) et a été coupée après la prise de pouvoir des talibans en août 2021, les bailleurs internationaux ayant été amenés à conserver uniquement l'aide humanitaire, composée principalement d'un volet alimentaire.

Réouverture de la ligne aérienne Kaboul-Moscou

La liaison aérienne Kaboul-Moscou pour les passagers et été officiellement réintroduite après un an d'interruption. Elle sera assurée par la compagnie afghane *Ariana Afghan Airlines* et permettra aux passagers d'éviter une escale en Turquie, comme c'était le cas jusque'à présent.

Selon le Ministère des Transports et de l'Aviation Civile, l'aéroport de Kaboul assure désormais vingt vols quotidiens : trois vols domestiques, et des vols internationaux à destination de la Turquie, du Qatar, de l'Iran et du Pakistan.

Bangladesh

Forte expansion des services financiers mobiles depuis le début de la pandémie

L'émergence depuis 2011 des services financiers mobiles (MFS) a fortement contribué à accélérer l'inclusion financière tandis que la pandémie dans le pays a eu pour conséquence un recours accru aux MFS, avec aujourd'hui une quinzaine d'acteurs agréés. L'utilisation des services financiers mobiles s'est ainsi généralisée. Le nombre de comptes ouverts, et avec lui le volume mensuel de transactions, a très rapidement augmenté, atteignant respectivement 111,5 M et 712 Mds BDT (8,1 Mds USD) en décembre 2021.

La pandémie a sans conteste profondément modifié le paysage des transactions digitales. Le confinement strict imposé en avril-mai 2020 a entraîné une forte progression de l'utilisation des MFS pour la distribution des aides sociales (G2P) et des salaires (B2P), avec une multiplication par près de six des échanges en décembre 2021 par rapport aux niveaux d'avril 2019. La progression reste donc soutenue depuis trois ans.

Durant le mois de janvier 2022, plus de 345 M de transactions ont été effectuées, soit une moyenne quotidienne de 11,13 M, pour 43,8 M de comptes actifs (ayant réalisé au moins une opération sur les trois derniers mois), en hausse de 6,5% sur le mois précédent. Le volume de transactions atteignait 733,67 Mds BDT (+3,1%), soit une moyenne journalière de 23,7 Mds BDT (0,3 Mds USD). Le nombre de comptes ouverts s'élevait à 113,7 M dont 50,9 M détenus par des femmes (45%).

Le nombre d'agents, qui permettent d'ajouter, retirer ou transférer de l'argent, dépasse désormais le million, réparti sur tout le territoire.

Détérioration des termes de l'échange de biens

Sur l'exercice 2020/21, le Bangladesh a vu l'indice des prix à l'exportation (283,4 pts) croître de 3,3% en g.a., contre une hausse de 5,1% pour les prix à l'importation (240,5 pts).

Un rapport récent de la Banque mondiale (*South Asia Economic Focus 2022*) évalue à 0,5 points de PIB la perte due à la détérioration des termes de l'échange sur l'exercice 2020/21. La tendance est constante depuis cinq ans mais l'écart entre les deux indices, contenu à 33 points jusqu'en 2019, se creuse en 2020 (36,8) et 2021 (42,9).

Le décalage sera plus fort sur l'exercice fiscal 2021/22, voire en 2023, compte tenu de la hausse des cours des matières premières, alors que la concentration du marché du textile-habillement ne permet pas d'espérer une hausse des prix de vente, notamment en Europe.

Bhoutan

Les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en baisse

L'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) a été collecté à hauteur de 1 315 Mds BTN (17M USD), soit 0,5% du PIB bhoutanais. Le montant des recettes en 2021 représente 92,2% du montant collecté l'année précédente, soit un recul de 7,8%. Les recettes de l'IRPP représentaient 6,4% du total des recettes fiscales et 2,2% des recettes publiques totales de l'Etat en 2020.

8 552 contribuables n'ont pas payé de taxes cette année sur les 65 525 contribuables (8,5% de la population) enregistrés en 2021. Mis à part les retards de paiement et les fraudes, cette situation s'explique pour l'essentiel par la hausse du seuil d'exemption d'impôts, qui est passé de 200 000 BTN à 300 000 BTN (3 873 USD) suite à la promulgation de l'*Income Tax Amendment Act of Bhutan 2020*. La diminution des recettes de l'impôt est également due au recul de l'activité économique suite aux effets de la pandémie.

Lancement du DSP Startup Loan

La *Bank of Bhutan* (BoB), la première banque du pays en termes de part de marché (29,6%) a lancé le *DSP start-up loan* le 11 mai afin de permettre aux *Desuup* du *Desuung Skilling Programme* (DSP) d'accéder à des financements. Le programme va permettre aux entrepreneurs d'obtenir des prêts jusqu'à 5 M BTN (64 550 USD) sans collatéral ni hypothèque, à un taux préférentiel de 8%, contre des taux habituels autour de 10%. D'après la BoB, la nécessité de fournir un collatéral pour contracter un prêt constitue l'un des obstacles les plus importants à la création d'entreprises. Ces nouveaux prêts devraient permettre de faciliter l'entrepreneuriat, de soutenir et de diversifier l'activité économique.

Pour rappel, le *Desuup* est un programme national de formation qui consiste à former des volontaires au service du développement de la nation dans les domaines de l'économie et de la gestion de crises. Ce programme a été lancé en 2011 et a depuis formé près de 5 000 Bhoutanais. Les *Desuup* ont accès à une multitude de formations à travers le *Desuup Skilling Programme* dans une multitude de domaines (construction, ingénierie, coiffure, etc) afin d'améliorer leur employabilité et d'acquérir des compétences.

Négociation du prix des carburants avec l'Inde

Le gouvernement bhoutanais prévoit de négocier le prix des carburants avec le gouvernement indien, en réaction aux inquiétudes liées à la hausse des prix. Le ministre des Affaires Etrangères a annoncé que le gouvernement allait renouveler le protocole d'accord avec l'*Indian Oil Corporation* la semaine prochaine.

Ce protocole d'accord qui a expiré en 2020, permettait au Bhoutan d'être continuellement approvisionné en produits pétroliers par l'Inde. Celui-ci avait été signé pour la première fois en 2005 et renouvelé jusqu'en 2020. Les négociations n'avaient pu être reconduites en raison du confinement et de la pandémie et le gouvernement souhaite désormais renégocier les accords. En 2020, les importations de produits pétroliers s'élevaient à 6,79 Mds BTN (87,59 M

USD), soit 9,6% des dépenses publiques. Le prix du carburant au Bhoutan est actuellement entre 0,25 et 0,40 USD plus élevé qu'en Inde, soit une hausse entre 18 et 28%.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Révision à la baisse des prévisions de croissance par Standard & Poor's

L'agence américaine de notation *S&P Global Ratings*, a revu à la baisse la prévision de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2022/23, la ramenant de 7,8% à 7,3%, citant la hausse de l'inflation, prévue à quelque 7% pour les prix de gros, et le conflit Russie-Ukraine. Pour 2023/24, la croissance du PIB est estimée à 6,5 %. Pour mémoire, la Banque centrale indienne prévoit une croissance du PIB à 7,2%, tandis que la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le FMI ont prévu, respectivement, 8%, 7,5% et 8,2%.

Par ailleurs, Sanjiv Bajaj, président de la *Confederation of Indian Industries* (CII), a déclaré s'attendre à ce que la croissance du PIB réel de l'Inde pour 2022/23 se situe entre 7,8% et 8,2%, en fonction des prix mondiaux du pétrole et de la durée de la guerre Russie-Ukraine. Selon les estimations de la CII, un baril à 90 USD entraînerait une croissance du PIB indien de 8,2%. Toutefois, si le prix du baril se maintient à 100 USD, la croissance du PIB devrait être ramenée à 7,8% et réduite à 7,4% si les prix atteignent en moyenne 110 USD.

Les prix de gros en forte hausse au mois d'avril

En avril, les prix de gros atteignent leur plus haut niveau depuis trois décennies, à 15,1% en glissement annuel (g.a), dans le sillage de la tendance affichée depuis plusieurs mois, contre 14,5% en mars et 13,1% en février. Ce record est essentiellement dû à la hausse des prix de gros de l'énergie, qui atteint 38,6% en avril contre 34,5% en mars, en raison de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole. La hausse des prix de gros

des biens primaires reste stable à 15,4% en g.a en avril, contre 15,5% en mars, tout comme les produits manufacturés qui progressent de 10,8% en avril contre 10,7% en mars. Les prix de gros des produits alimentaires ont quant à eux légèrement augmenté à 8,8% en avril, contre 8,7% en mars en g.a.

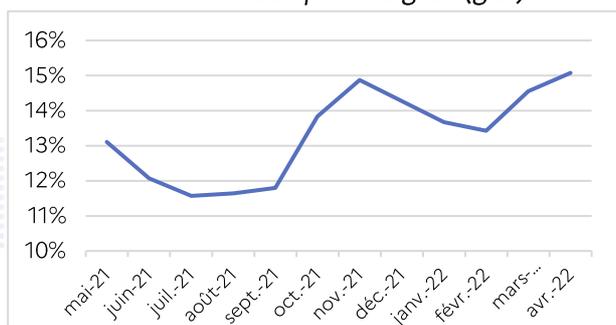
Dans le détail, les produits fabriqués à partir de métaux de base (9,7% du total des prix de gros) ont connu une forte hausse, passant de 20,2 à 24,8%. Les produits chimiques (6,5%) et textiles (4,9%) progressent aussi, respectivement de 11,11 à 12,42% et de 10 à 13%. Enfin, les prix de gros de ciment (dont la pondération dans l'indice est de 1,6%) ont fortement augmenté, passant de 1,7% à 5,5%.

En glissement mensuel (g.m.), la progression des prix de gros était de 2,1%, la hausse des prix des produits alimentaires a été la plus forte (3,4% contre 0,4% en mars), reflétant la forte augmentation des prix des fruits et des légumes. Il convient de noter toutefois que les prix de gros de l'énergie ont connu une moindre augmentation, de 6,2 à 2,8% en g.m.

Ventilation sectorielle de la hausse des prix de gros

	Poids	Fév. 2022	Mars 2022	Avril 2022
Produits alimentaires (regroupe des biens primaires et manufacturés)	24,4%	8,6%	8,7%	8,8%
Biens primaires	22,6%	13,8%	15,5%	15,4%
Energie	13,2%	30,8%	34,5%	38,6%
Produits manufacturés	64,2%	10,2%	10,7%	10,8%

Evolution des prix de gros (g.a.)



Les sorties nettes d'investissements étrangers s'intensifient pour atteindre 2,5 Mds USD en mars 2022

L'Inde a enregistré des sorties nettes d'investissements étrangers de **2,5 Mds USD** en mars 2022, contre des sorties nettes de 1,3 Md USD le mois précédent. Les entrées nettes d'IDE ont été presque réduites de moitié de 4,2 Mds USD en février 2022 à 2,7 Mds USD. Les investissements de portefeuille enregistrent des sorties nettes de 5,3 Mds USD, en légère amélioration par rapport à février (-5,5 Mds USD).

Au terme de l'exercice budgétaire 2021/22, les entrées nettes d'investissements étrangers ont été ramenées à 22,1 Mds USD, contre 80,1 Mds USD en 2020/21. Cette baisse s'explique par les sorties nettes d'investissements de portefeuille de 17,2 Mds USD, contre des entrées nettes de 36,1 Mds USD en 2020/2021, tandis que les IDE ont enregistré des entrées nettes de 39,3 Mds USD dans le même temps, en baisse par rapport aux 44 Mds USD d'entrées nettes constatées l'exercice précédent.

Cette tendance risque de perdurer dans la perspective du resserrement monétaire américain, alors que plusieurs relèvements des taux de la Fed sont encore à prévoir, ce qui aura mécaniquement une incidence sur l'appétit des investisseurs pour les titres des pays développés. (voir [Brèves n°13](#)).

M USD	Février 2021	Janvier 2022	Février 2022	Mars 2022
IDE nets	442	5816	4224	2742
IP nets	1853	-4919	-5492	-5251
Investissements étrangers nets	2295	897	-1218	-2509

Secteur bancaire et marchés financiers

Les banques publiques acceptent de financer les compagnies d'électricité en difficulté

Afin d'aider à stimuler l'approvisionnement en électricité, les banques publiques ont accepté de financer les compagnies d'électricité en difficulté faisant l'objet d'une procédure d'insolvabilité, après y avoir été incitées par le

ministère des Finances. Les banques fourniront des prêts pour financer les besoins en fonds de roulement principalement pour acheter du charbon importé et faire fonctionner les centrales à leur capacité maximale, alors que les États s'efforcent de répondre à la demande dans un contexte de températures toujours plus élevées. Pour inciter les banques à procéder à ces financements, les autorités indiennes ont consenti à ce qu'ils soient classés en prêts prioritaires (« *priority loans* »), ce qui permettrait davantage de souplesse en cas de défaut de paiement.

Cette annonce intervient suite à une vague de chaleur historique, la demande d'électricité ayant atteint un record de 204,6 GW le 28 avril 2022, en hausse de 12,1% par rapport au dernier record, enregistré le même jour un an plus tôt à 182,6 GW. La demande est telle qu'elle a excédé l'offre de 8,2 GW le 26 avril et la pénurie a ensuite atteint 10,8 GW le 28. Alors que les températures devraient augmenter de nouveau en mai et juin, la demande journalière d'électricité pourrait atteindre 215 à 220 GW.

Le ministère des Finances a également demandé aux banques de financer les sociétés d'énergie thermique en difficulté mais qui ne font pas encore l'objet d'une procédure d'insolvabilité, telles que *Sinnar Thermal Power*, le projet de *Rattan India Power* à Nashik, *Essar Power Gujarat* et *Vidarbha Industrial Power*.

Par ailleurs, l'entreprise publique *Coal India Ltd* (CIL), va lancer un appel d'offre auprès du secteur privé pour la réouverture de vingt mines fermées. Cette initiative vise à relancer des mines autrefois considérées comme non rentables, pour faire face à l'importante demande d'électricité due à la canicule.

Politique commerciale

L'Inde restreint ses exportations de blé

Alors que le marché mondial du blé pâtit du conflit russo-ukrainien et des fortes chaleurs, l'Inde a annoncé le 14 mai suspendre ses exportations de blé. Cette décision, condamnée par le G7, intervient dans le contexte d'une recrudescence des tensions inflationnistes

auquel le pays est soumis. En effet, l'indice des prix à la consommation progresse de 7,8% en avril, son point le plus haut depuis 18 mois, les céréales comptant pour 9,7% dans le calcul de l'indice. La hausse des prix des céréales atteint ainsi 6% en avril, le point le plus haut depuis juillet 2020.

Cette interdiction a déjà donné lieu à une baisse du prix du blé en Inde, de 200 à 100 INR (2,58 USD à 1,29 USD), en raison d'une pression sur la demande intérieure inférieure à celle dans le reste du monde. Le gouvernement espère que les prix continueront de baisser avant de se stabiliser autour du prix de soutien minimum (MSP), actuellement de 2 015 INR par quintal (25,9 USD).

En début d'année les stocks étaient supérieurs aux besoins et s'élevaient à 24,2 Mt, soit deux fois plus que le stock tampon. Ce qui avait même donné à penser que l'Inde pourrait gagner des parts de marchés face à l'Ukraine et la Russie. Le ministre du Commerce avait particulièrement félicité les agriculteurs pour les bons résultats du secteur et notamment la hausse des exportations de blé qui avaient triplé par rapport à 2020/21. Cependant les récentes vagues de chaleur ont gravement impacté les récoltes et la hausse des prix mondiaux a incité les agriculteurs à se tourner vers le marché international pour vendre leur production au détriment du gouvernement qui assure la sécurité alimentaire des plus pauvres à travers différents programmes alimentaires.

Les analystes de Barclays estiment toutefois que l'interdiction des exportations de blé n'est que marginalement positive pour les perspectives de l'inflation nationale. Les analystes pensent en effet qu'une hausse de 10% des prix du blé sur le marché intérieur fait augmenter l'inflation totale d'environ 0,3%.

A noter que l'interdiction ne s'applique pas sur les engagements préalables pris dans le cadre de l'émission d'une lettre de crédit. En outre, le gouvernement a déjà assoupli l'interdiction d'exportation en autorisant la sortie des marchandises qui se trouvaient à la douane avant le 13 mai. Une exception a également été faite pour l'Égypte, avec un lot de blé également été autorisé à partir.

L'Inde préoccupée par les restrictions indonésiennes aux exportations d'huile comestible

L'Inde a fait part à l'OMC de ses préoccupations concernant une série de barrières commerciales érigées par l'Indonésie et invoquées pour des raisons de risque de sécurité alimentaire, dans un contexte de pénurie après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Ces barrières commerciales concernent particulièrement l'huile de palme, dont l'Indonésie est le deuxième exportateur en Inde, après la Malaisie. En 2021, l'Inde a importé d'Indonésie 42%, soit 3,4 Mt, de ses importations totales d'huile de palme. Avant l'interdiction, l'Indonésie avait déjà mis en place un droit d'exportation élevé et un prélèvement à l'exportation, ainsi que l'adoption de procédures de restriction des exportations, poussant à la hausse les prix de l'huile de palme en Inde.

Les mesures indonésiennes, conjuguées à la diminution des exportations ukrainiennes et russes d'huile de tournesol conduit à une diminution des importations indiennes d'huiles comestibles de 16,7%, passant de 0,9 Mt en avril à 1,05 Mt en mars.

Informations sectorielles

Record des importations de pétrole brut en provenance du Moyen-Orient et de Russie

Selon *Commodities at Sea* et *S&P Global Market Intelligence*, les importations indiennes de pétrole brut par voie maritime, soit l'essentiel des importations, ont dépassé 4,8 M de barils/jour en avril 2022, le chiffre le plus élevé jamais enregistré, grâce à des volumes plus importants en provenance du Moyen-Orient et de Russie. En raison de la hausse des cours mondiaux du baril et du relèvement des taux américains conduisant à une dépréciation de la roupie, l'Inde chercherait auprès de la Russie un pétrole plus abordable : le pétrole d'origine russe a atteint 5% du total des importations maritimes de l'Inde en avril pour la première fois, alors qu'il était inférieur à 1% tout au long du T2 2021, jusqu'en mars 2022. Toutefois les termes des accords qui auraient été passés avec la Russie

dont les éventuels rabais, leur montant et les modalités de financement du transport ne sont pas publics.

Pour rappel, les exportations de pétrole brut s'élevaient en 2021 à 2,3 Mds USD, faisant de la Russie le 9^{ème} fournisseur de l'Inde (2,2% du total des importations indiennes).

Accord entre Air France-KLM et IndiGo

Air France-KLM et IndiGo ont annoncé jeudi 12 mai la mise en place d'un accord de partage de codes permettant à chaque compagnie de vendre des sièges sur les vols de l'autre. Cela signifie qu'Air France et KLM pourront vendre à terme des sièges, sur leur système de distribution, sur les vols d'IndiGo vers 35 destinations intérieures en Inde. De même, IndiGo pourra vendre des sièges sur les vols du groupe aérien européen sur plus de 300 routes, selon le communiqué commun.

Discussion sur une possible fusion de Singapore Airlines et Vistara

Tata Sons s'est entretenu avec *Singapore Airlines* (SQ, Singapore Changi), son partenaire dans *Vistara* pour discuter de la possibilité d'une fusion des deux compagnies. *Singapore Airlines* a demandé un délai de réflexion jusqu'à la fin de l'année 2023 pour déterminer s'il autorisait une telle opération, selon les sources divulguées le 16 mai. *Tata Sons* a également demandé l'approbation des autorités antitrust pour fusionner une autre de ses compagnies aériennes, *AirAsia India* avec *Air India Express* que le groupe a acquis en même temps qu'*Air India*.

Vistara exploite actuellement une flotte de 51 appareils, 26 autres devant être livrés. Elle exploite trois A320-200, trente-six A320-200N, quatre A321-200NX, cinq B737-800 et deux B787-9 Dreamliner. Tous sont loués, à l'exception de trois des A320neo. Les 26 appareils à livrer comprennent 21 A320neo supplémentaires, un A321-200NX supplémentaire et quatre B787-9 supplémentaires. *Air India* exploite actuellement 120 appareils, à savoir vingt-et-un A319-100, neuf A320-200, vingt-sept A320-200N, vingt A321-200, trois B777-200(LR), treize B777-300(ER) et vingt-sept B787-8.

Campbell Wilson nommé directeur général

Tata Sons a annoncé le 12 mai qu'elle nommerait Campbell Wilson, actuellement à la tête de la compagnie aérienne à bas prix Scoot (TR, Singapour Changi), au poste de directeur général d'Air India, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires. M. Wilson, 50 ans, né en Nouvelle-Zélande, quittera ses fonctions actuelles le 15 juin.

Pieter Elbers nommé PDG d'Indigo

Pieter Elbers, président-directeur général de KLM Royal Dutch Airline depuis 2014, a été nommé directeur général d'IndiGo le 18 mai 2022 comme successeur de Ronojoy Dutta après que ce dernier eut décidé de prendre sa retraite. Peter Elbers a commencé sa carrière dans l'aviation en rejoignant KLM en 1992 au hub de Schiphol et a occupé divers postes de direction aux Pays-Bas, au Japon, en Italie et en Grèce. Il a été nommé directeur général du réseau et des alliances après son retour aux Pays-Bas, avant d'être promu directeur des opérations en 2011. M. Elbers est titulaire d'une licence en gestion logistique et d'un master en économie d'entreprise. Après une longue carrière opérationnelle chez KLM, il va pouvoir apporter une culture long-courrier chez IndiGo au moment où se redessine le ciel Indien avec de nouveaux acteurs et beaucoup d'ambitions.

Les chemins de fer attribuent 39 000 roues de train à une société chinoise de droit hongkongais

Indian Railways a attribué un contrat pour la fourniture de 39 000 roues de train à une société chinoise, TZ (Taizhong) Hong Kong International Ltd, après que les livraisons en provenance d'autres pays eurent été affectées par le conflit Russie-Ukraine. L'appel d'offres pour les roues forgées solides (brut de décolletage) a été attribué à TZ (Taizhong) Hong Kong International Ltd, ont-ils déclaré.

Bien que la valeur de l'appel d'offres ne s'élève qu'à 1,7 Mds INR (22 M USD), le geste est significatif au vu des restrictions imposées par New Delhi en juillet dernier sur les investissements et les fournitures des entreprises des pays partageant une frontière terrestre avec l'Inde, suite à l'impasse de la vallée de Galwan

avec la Chine. Le dernier appel d'offres attribué à TZ remonte à mars 2020.

Tout fournisseur de pays partageant une frontière terrestre avec l'Inde ne pourra fournir des biens ou des services - y compris des services de conseil et autres - ou des projets, y compris des projets clés en main, que si l'entité est enregistrée auprès de l'autorité compétente.

Le ministre indien de l'Environnement sollicite un soutien pour la remise en état des terres dégradées dans les pays en développement

Le ministre de l'Environnement de l'Union, Bhupender Yadav, a souligné la nécessité pour les pays développés de soutenir les efforts visant à relancer les terres dégradées dans les pays en développement, lors de son discours à la 15^{ème} session de la Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification en Côte d'Ivoire. Il a ajouté que les programmes et les initiatives visant à mettre un terme à la dégradation des terres ne porteront pas leurs fruits sans les moyens de mise en œuvre nécessaires pour les soutenir.

En 2019, le Premier ministre Narendra Modi a annoncé l'objectif de restaurer 26 M d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. Selon les responsables du ministère de l'Environnement, l'Inde est parvenue à restaurer 9,8 M d'hectares.

La crise au Sri Lanka impacte encore marginalement le transport maritime avec l'Inde mais les transporteurs pourraient être amenés à dévier prochainement une part croissante de leurs navires vers les ports indiens.

L'Inde est un partenaire commercial important mais le pays possède peu de ports capables d'accueillir et de traiter un grand volume de conteneurs. Malgré les plans de développement successifs du gouvernement central, l'Inde dépend encore aujourd'hui beaucoup du Sri Lanka et du port de Colombo qui voit transiter 60% des cargaisons indiennes.

Le Sri Lanka est actuellement touché par une crise majeure marquée par des coupures d'électricité et des pénuries d'essence qui ralentissent les activités économiques. Actuellement, 5 à 10% du trafic maritime vers Colombo a été redirigé vers les ports indiens,

principalement dans les ports du Tamil Nadu et du Kerala (Kochi, Chennai, Thoothukudi, ...). De même, de nombreux conteneurs restent bloqués dans les ports indiens en attendant de pouvoir transiter par Colombo.

Cette congestion des zones portuaires indiennes est également amplifiée du fait de la guerre en Ukraine, les conteneurs à destination de la Russie et de l'Ukraine étant bloqués dans les ports avec l'arrêt du fret maritime dans la mer Noire.

Manastu space remporte un contrat auprès de Venture Orbital System

Manastu space, une startup basée à Mumbai qui fabrique des systèmes de propulsion pour fusées, a remporté un contrat auprès de la startup française Venture Orbital Systems. Roman Heurlin, ingénieur en analyse de mission de lancement chez Venture Orbital System, a déclaré que les deux sociétés se sont associées pour développer et fournir un système de propulsion supplémentaire intégré pour leur petit lanceur ZEPHYR.

Basée à Reims, Venture Orbital Systems est l'une des quatre startups françaises retenues pour participer à la première édition du programme bilatéral franco-indien IFTECH visant à rapprocher les écosystèmes de l'innovation des deux pays. Ce programme, lancé en 2021, est soutenu par les deux gouvernements et mis en œuvre par le MeitY Startup Hub, agence du ministère indien de l'électronique et de l'IT, et la French Tech Bangalore Inde.

Accord exclusif pour l'acquisition de Mytrah Energy India

JSW GROUP, un des leaders sidérurgiques indiens, a conclu un accord exclusif pour acquérir le producteur d'énergie renouvelable Mytrah Energy India qui possède l'une des plus grandes bases éoliennes du pays avec un portefeuille de 1,7 GW, 535 MW de solaire, ainsi que 700 MW de projets en développement. Le montant du rachat est estimé à environ 2 Mrds USD. Le groupe JSW ambitionne de réduire son impact carbone de 50 % d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Il s'était positionné sans succès en avril 2022 sur le rachat

de Sprng Energy, une autre entreprise indienne de production d'électricité renouvelable.

Maldives

Publication du rapport annuel de la Maldives Monetary Authority

La Banque centrale maldivienne a publié son rapport pour l'année 2021, où elle livre ses dernières estimations sur la performance économique des Maldives. La croissance aurait ainsi atteint 37,0% sur l'année, bien au-delà de sa dernière prévision d'octobre (31,6%), tirée par une reprise très forte du secteur du tourisme (+132,5%, après -62,5% en 2020; les arrivées augmentent de 138% à 1,3 M, les nuitées de 149%), une accélération du secteur des pêches (+19,0%, après +10,2% en 2020) tandis que le secteur de la construction retrouverait une faible croissance (pas d'estimation définitive, après -33,5% en 2020). Alors que la croissance du PIB avait atteint -33,5% en 2020, le PIB 2021 reste 10,7% inférieur au PIB de 2019. Le crédit au secteur privé progresse de 5% (après 9% en 2020). L'inflation moyenne annuelle, traditionnellement faible, atteint 0,5% (après -1,4% en 2020), du fait de l'effet de base et de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

Du côté des finances publiques, les dépenses atteignent 42,2% du PIB (après 49,9% en 2020), les recettes 27,6% du PIB (après 27,1% en 2020). Le déficit primaire (12,5% du PIB, après 19,8% en 2020) et le déficit budgétaire (15,3% du PIB, après 22,6% en 2020) sont, malgré la reprise, plus de deux fois plus élevés en valeur qu'en 2019.

Le déficit du compte courant se réduit fortement à 9,2% du PIB, tiré par le déficit commercial (-2,1 Mds USD, 42,2% du PIB), les revenus d'investissement nets (-487,6 MUSD), les transferts de devises vers l'étranger (495,7 MUSD), tandis que la balance des échanges de services, tirée par le tourisme, affiche un solde excédentaire record de 2,6 Mds USD (+224,1% en g.a.). La dette de l'Etat atteint 103,8% du PIB (après 115,7% en 2020), la dette publique (dette

garantie comprise) 122,2% (après 150,3% en 2020).

Si la hausse du PIB contribue à réduire les ratios, la dette de l'Etat augmente néanmoins en valeur de 20,1% en un an, et la dette publique (y compris la dette garantie, essentiellement externe, qui diminue de 29,2% après le remboursement d'un swap de la RBI) de 8,7%. La dette publique (y compris garantie) est à 52,2% domestique (63,8% du PIB) et à 47,8% externe (58,4% du PIB).

Népal

Visite de Narendra Modi au Népal

Le Premier ministre indien Narendra Modi a rencontré son homologue népalais Sher Bahadur Deuba afin d'évoquer des projets hydroélectriques, le développement d'infrastructures et l'amélioration de la connectivité entre les deux pays.

Le Premier ministre népalais a demandé à l'Inde d'ouvrir des voies aériennes supplémentaires en provenance de Mashendranagar, Nepalgunj et Janakpur afin de faciliter les échanges, en particulier après l'ouverture récente du second aéroport international népalais.

Le Premier ministre Deuba a également proposé un nouvel accord énergétique, dans la mesure où les deux pays se sont dits satisfaits des avancées du projet de barrage hydroélectrique Arun-III, et souhaitent collaborer davantage dans ce domaine. Le Premier ministre Deuba a appelé les entreprises indiennes à faire des propositions d'investissements pour prendre part au *West Seti Hydropower Project*, un projet de barrage d'une capacité de 1200MW, en discussion depuis plusieurs décennies mais qui n'avait jamais abouti par manque de financements.

Les deux parties se sont en outre accordées sur l'accélération de la mise en œuvre du Pancheshwar, un projet de barrage hydroélectrique à la frontière, d'une capacité totale de 3250MW.

Pour rappel, lors de la visite de Monsieur Deuba en Inde en avril dernier, les deux pays avaient inauguré une liaison entre les réseaux ferrés des

deux pays ainsi qu'une ligne haute tension transnationale. En 2021, les exportations hydroélectriques vers l'Inde représentaient 949 M NPR (4 M USD) en 2020.

En parallèle, avancées des projets hydroélectriques avec l'Inde

La *Nepal Electricity Authority* (NEA) a obtenu de la part du ministère de l'Energie le droit d'accès aux financements internationaux pour le projet de construction d'une ligne de transmission électrique transnationale de 400kV Butwal-Gorakhpur, la seconde entre le Népal et l'Inde. Le budget total est de 7 Mds NPR (90,2 M USD), financé à 80% par des prêts et à 20% par du capital. Cette ligne aura une capacité de 2000 MW.

A l'occasion de la visite du Premier ministre indien (voir *supra*), un protocole d'accord a été signé entre la NEA et SJVN, une entreprise publique indienne du secteur de l'hydroélectricité, pour construire le barrage Arun-4 d'une capacité 679MW. La NEA détiendra 49% des actions d'Arun IV, dont 10% seront allouées aux populations locales affectées par le projet et 15% seront émises sur le marché népalais. Le coût total du projet est estimé à 79,1 Mds NPR (1 Md USD).

Pour rappel, l'*Investment Board of Nepal* (IBN) s'était rassemblé en janvier 2021 et avait attribué le projet à la société indienne SJVN, alors même que la société publique chinoise *Power China* avait exprimé son intérêt pour réaliser le projet et avait même signé un protocole d'accord avec l'IBN, avant de se retirer en raison de différends.

Malgré sa situation géographique avantageuse, le Népal exploite mal son potentiel hydroélectrique car ses barrages sont construits sans retenue d'eau, l'obligeant à importer de l'électricité d'Inde lors de la saison sèche. Ces derniers mois, le Népal a été confronté à des pénuries d'électricité du fait de la hausse des prix consécutive à la guerre en Ukraine.

Difficile exécution des dépenses budgétaires

Il reste moins de deux mois avant la fin de l'exercice budgétaire 2021/22 (16 juillet 2021 – 15 juillet 2022) et le gouvernement doit encore mobiliser 222 Mds NPR (1,8 Md USD) de dépenses

d'investissements sur un total de 340,3 Mds NPR (2,7 Mds USD) pour l'exercice, montant revu à la baisse par rapport à la cible initiale de 378,1 Mds NPR (3 Mds USD). Le gouvernement n'a dépensé que 118,26 Mds NPR jusqu'à présent, soit seulement 31,3% de l'enveloppe totale. Pour atteindre l'objectif fixé, l'Etat devrait dépenser 3,6 Mds NPR (29 M USD) par jour. La cause de cette difficulté à exécuter les dépenses budgétées, qui constitue un problème structurel au Népal, résulte d'un manque de projets de construction et de développement ainsi que des difficultés liées à la fédéralisation, dont le coût marginal pour le gouvernement central est estimé par la Banque mondiale entre 8 et 9% du PIB par an (soit près de 30% du budget annuel).

Le déficit de la balance courante sur neuf mois atteint un record historique

Sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire en cours (15 juillet 2021- 16 juillet 2022), le déficit de la balance courante du Népal s'élève à 512 Mds NPR (4,1 Mds USD), soit 22,3% du PIB, un niveau jamais atteint dans l'histoire du pays. Le déficit s'est creusé de 179 Mds NPR (1,4 Mds USD) par rapport à l'année dernière, alors qu'il reste encore deux mois avant la fin de l'exercice.

Cette situation est due à une aggravation du déficit de la balance commerciale, en particulier du fait de la hausse du coût des importations de pétrole (+73% sur neuf mois).

Afin de rééquilibrer la balance courante, la *Nepal Rastra Bank* (NRB) a fait appel aux travailleurs résidant à l'étranger en émettant à partir du 1^{er} juin des obligations à cinq ans au taux de 12,5%. Ces obligations sont réservées aux Népalais résidant à l'étranger ainsi qu'aux Népalais travaillant ou ayant travaillé à l'étranger. La NRB effectue ce type d'émissions depuis une décennie dans le but d'accroître les transferts d'argent de la part des travailleurs migrants en les incitant à envoyer leurs fonds au travers des canaux formels, avec un succès mitigé: l'année dernière, seulement 11% des obligations avaient été vendues. Cette année, la NRB a pour ambition de vendre l'équivalent de 500 M NPR (4 M USD), soit 50% de moins que l'année dernière.

En avril, probablement pour des raisons tenant à des effets de valorisation, les réserves de change ont atteint 9,61 Mds USD contre 9,58 Mds USD au mois précédent et près de 12 Mds USD en avril 2021. Néanmoins, elles continuent de se détériorer en valeur relative, dans la mesure où elles ne couvrent désormais que 6,6 mois d'importations de biens et services, contre 6,7 mois un auparavant et 10,8 mois un an plus tôt.

Il s'agit du premier mois de hausse (+0,3% en glissement mensuel) depuis juillet 2021 (+0,4%), mettant fin à la séquence de diminutions mensuelles constantes. Néanmoins, sur neuf mois, les réserves ont diminué de 2 Mds USD, soit une baisse de 19,6%.

Pakistan

7^{ème} revue de la Facilité élargie de crédit: les discussions techniques ont peu de probabilité d'aboutir

La délégation technique pakistanaise est dirigée par Mme Aisha Ghous Pacha, Secrétaire d'Etat aux finances. Deux personnalités se joignent de façon virtuelle aux discussions techniques dont Hamed Yaqoob Shaikh, secrétaire d'Etat à la planification et Murtaza Syed qui dirige le FBR, l'agence fiscale du Pakistan. Il est prévu, le cas échéant, que M. Ismael Miftah, ministre des Finances, se rende à Doha le 23 mai prochain.

Le point de friction majeur concerne les subventions pour le carburant, l'électricité et certains produits alimentaires. Le gouvernement pakistanais essaiera de convaincre le FMI que pour des raisons de stabilité politique (une marche protestataire initiée par l'ancien Premier ministre Imran Khan sur la capitale Islamabad étant annoncée), il est important de conserver au moins une partie des subventions pour prévenir une hausse de l'inflation (l'IPC de mai pourrait dépasser en mai les 17% selon une analyse économique du KASB contre 13,4% en avril 2022). Le FMI avait indiqué que, pour permettre au Pakistan de bénéficier d'un prêt de 1 Md USD au titre de la facilité élargie de crédit, le gouvernement allait devoir faire des concessions

sur les subventions mises en place en mars par M. Imran Khan.

Un certain nombre de spécialistes et de responsables politiques se sont exprimés dans les derniers jours pour indiquer qu'un compromis politico-économique devrait être trouvé, sans quoi l'inaction politique risquait d'entraîner un défaut sur la dette pakistanaise.

Dépréciation record de la roupie pakistanaise

Alors que le taux de change a franchi le seuil de 200 PKR pour 1 USD, la chute de la PKR reflète désormais le risque de défaut de la dette pakistanaise

La baisse cumulée de la PKR par rapport au USD est de 15,11 PKR en dix jours. La PKR a continué à baisser le 10^{ème} jour ouvrable consécutif au milieu de la deuxième journée des pourparlers Pakistan-FMI pour reprendre le programme des versements de l'EFF, du fait du risque élevé que ces discussions de travail n'aboutissent pas.

Les taux interbancaires KIBOR (Karachi Interest Borrowing rate) à six mois sont passés de 14,99% le 17 mai à 15,23% le 19 mai (14,10% à la fin avril).

Le risque de défaut mesuré par le Currency Default Swap (CDS) du Pakistan a atteint un sommet depuis 14 ans à 16%, contre 8% il y a 6 mois.

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a exprimé sa surprise face à la chute libre de la PKR et a convoqué une réunion, à laquelle est venu participer le gouverneur par intérim de la Banque centrale (SBP) pour analyser les mesures à prendre afin de mettre fin à l'incertitude sur les marchés des capitaux.

Nouvelle hausse du taux directeur attendue lors du Conseil de la politique monétaire de la SBP le 23 mai

Le KASB, un bulletin économique et financier servant les agents de change, prévoit une hausse de 100-150 points de base du taux directeur qui passerait de 12,25% à 13,25%-13,75 %.

Le déficit budgétaire de 2021/22 pourrait s'établir à 9% du PIB

L'ancien ministre des Finances, le Dr Abdul Hafiz Pacha, a indiqué lors d'un séminaire organisé par

le PIDE, un think tank pakistanais, que le déficit budgétaire du Pakistan pour l'exercice 2021/22 devrait atteindre 5 000 Mds PKR, soit 9% du produit intérieur brut (PIB), un déficit jamais atteint auparavant. Dans la loi de Finances pour l'année en cours, le gouvernement avait prévu un déficit budgétaire de 3 440 Mds PKR, soit 6,3% du PIB.

L'ancien ministre des Finances impute l'aggravation du déficit aux emprunts contractés par les entreprises publiques et aux subventions massives engagées par le Premier ministre (600 M USD par mois depuis début mars).

Le déficit commercial pourrait atteindre 65,5 Mds USD pour 2021/22

Les importations pakistanaises se sont élevées à 6,6 Mds USD en avril 2022, tandis qu'au cours des dix premiers mois de l'exercice en cours, les importations ont atteint un niveau record à 39,2 milliards de dollars.

Selon les autorités, elles pourraient atteindre, sans mesure exceptionnelle 65 Mds USD d'ici la fin juin.

Interdiction provisoire des importations sur une quarantaine de produits

Le gouvernement, qui a décidé une interdiction provisoire d'importer une quarantaine de produits « non-essentiels » en attend une baisse en valeur de 15% de ses importations.

Les mesures évoquées le 18 mai après une réunion dirigée par le Premier ministre sont correctives et provisoires. Elles concernent moins de 40 produits, dont le montage en CKD (les pièces étant importées démontées) des véhicules automobiles et des téléphones portables, des véhicules d'occasion. Les équipes techniques auraient selon la presse préparé un plan plus ambitieux combinant des mesures tarifaires et non tarifaires.

Une notification à l'administration des douanes est attendue pour le 20 mai. En parallèle, une notification doit être envoyée à l'OMC et son secrétariat doit ensuite solliciter l'avis du FMI pour savoir si les conditions économiques du Pakistan justifient des mesures aussi drastiques.

Le Premier ministre veut mettre en place des restrictions sur les importations en provenance de l'UE

Bien qu'il souhaite préserver les chances du Pakistan de continuer à bénéficier du SPG+ (système de préférences généralisées) mis en place avec l'Union européenne, le Premier ministre a affirmé son souhait d'instaurer des restrictions quantitatives pour les importations en provenance de l'UE. Le Premier ministre souhaite limiter les importations mais refuse d'augmenter les tarifs douaniers ou d'interdire des produits.

Le communiqué de presse venant du cabinet du Premier ministre stipule que celui-ci n'a pas accepté les propositions d'augmentation des droits réglementaires sur les marchandises importées et a également rejeté les recommandations visant à interdire l'importation de fromages, de chocolats et d'autres aliments largement importés d'Europe.

Il rappelle que l'Union européenne est le principal débouché du Pakistan grâce au régime de réduction tarifaire du SPG+. Mais il indique que ces produits alimentaires seront toutefois soumis à des restrictions quantitatives, en essayant d'éviter d'irriter l'UE.

Des prévisions de croissance de 6% pour 2021/22 en contradiction avec celles du FMI

A l'issue d'une réunion du Comité de la comptabilité nationale, le ministère du Plan a annoncé que le taux de croissance du PIB pour l'année 2021/22 devrait s'établir à 5,97%. Le taux serait supérieur à l'objectif officiel de 4,8%.

De son côté, le FMI table sur un ralentissement de la croissance à 4 % en 2021/22 (contre 5,6% en 2020/21, nouveau calcul du PIB), les perspectives pour l'année 2022/2023 devant être du même ordre qu'en 2021/22.

Sri Lanka

Lancement d'une taxonomie pour une finance durable

La Banque centrale a lancé le 6 mai sa classification des activités vertes, élément-clé de sa feuille de route pour une finance durable publiée en 2019. Développée avec le concours de la Société financière internationale (filiale de la Banque mondiale pour le secteur privé), inspirée par plusieurs équivalents internationaux comme la taxonomie européenne mais adaptée aux objectifs définis localement (dont les contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris), la taxonomie devrait s'appliquer à tous les acteurs locaux et étrangers offrant des services financiers à Sri Lanka.

Elle fournit un cadre de référence pour les investisseurs, institutions financières, entreprises et émetteurs d'obligations vertes souhaitant financer des industries contribuant à la transition écologique. Guidée par quatre objectifs généraux (adaptation, mitigation, prévention et contrôle de la pollution, conservation de l'environnement et utilisation efficiente des ressources), elle liste par secteurs et activités les critères (tels que des limites d'émission de gaz à effet de serre) permettant de définir ce qu'est une activité verte. Le détail de ces critères peut être trouvé dans le rapport mis en ligne le 12 mai par la CBSL.

Discours du nouveau Premier ministre devant le Parlement

Lundi 16 mai, Ranil Wickremesinghe adressait au Parlement le discours inaugural de son mandat en tant que Premier ministre. Présentant les prochains mois comme les plus difficiles qu'ait jamais rencontrés le pays, le discours contenait plusieurs éléments illustrant la situation de crise à Sri Lanka.

- (i) Des difficultés pour le gouvernement à trouver le moindre dollar ;
- (ii) Des stocks d'essence correspondant à un jour de consommation ;

- (iii) Des coupures d'électricité qui pourraient atteindre 15h par jour ;
- (iv) Des pénuries sur les médicaments alors que 34 Mds LKR (92 MUSD) sont dus aux fournisseurs, non payés depuis 4 mois. Les arriérés de paiement de la State Pharmaceuticals Corporation risquent de la placer sur liste noire.

Il annonçait également différentes mesures pour y remédier :

- (i) Une révision des estimations du budget 2022 : les recettes publiques devraient atteindre 1600 (plutôt que 2300) Mds LKR, les dépenses 4000 (plutôt que 3300) Mds LKR. Le déficit budgétaire en résultant, de 2400 Mds LKR, représenterait 13% du PIB. Un nouveau budget sera présenté, il remplacera le budget 2022 précédemment adopté ;
- (ii) Une mesure pour rehausser le plafond d'endettement annuel, avec une hausse des émissions maximales de bons du Trésor de 3000 à 4000 Mds LKR ;
- (iii) Une privatisation de SriLankan Airlines, qui accumule les pertes. Au niveau actuel des prix, l'entreprise publique Ceypecto perd encore 85 LKR/l sur le pétrole 92, 71 LKR/l sur le pétrole 95, 132 LKR/l sur le diesel, 136 LKR/l sur le super diesel et 295 LKR/l sur le kérosène ; le Ceylon Electricity Board perd 30 LKR par kWh d'électricité vendu (au prix non révisé depuis 2014 de 17 LKR) ;
- (iv) La poursuite de la monétisation de la dette, devenue incontournable pour payer les employés de l'administration et biens et services essentiels.

Le Premier ministre a enfin appelé les partis politiques à coopérer pour trouver les solutions nécessaires pour sortir le pays de la crise.

Forte contraction de l'industrie manufacturière et contraction dans les services en avril

L'indice PMI, publié par la Banque centrale (CBSL), est un indicateur reflétant la confiance

des directeurs d'achat vis-à-vis des conditions de marché (PMI >50 indique une expansion du secteur d'un mois à l'autre, PMI <50 une contraction). En avril, l'indice PMI manufacturier atteint 36,4 points, accusant une chute de 21,4 points par rapport à mars et signalant une contraction importante du secteur.

Il est tiré à la baisse par tous les sous-indices : alors qu'ils étaient encore en expansion en mars, la « production » (19,0, -37,9 pts), les « nouvelles commandes » (32,0, -34,5 pts) et l'« emploi » (43,4, -8,8 pts) chutent fortement en avril. Le « stock d'achats » (45,2, -17,2 pts) se réduit encore davantage. Les secteurs textile et alimentaire contribuent notamment à la baisse. Le « temps de livraison des fournisseurs » s'allonge encore (70,6, +13,1 pts). Les vacances du Nouvel An et la fin de la période festive contribuent à la baisse des sous-indices, mais aussi les nombreuses contraintes en termes de fourniture : coupures d'électricité, pénuries de carburant, d'intrants sur le marché domestique et difficultés à ouvrir des lettres de crédit pour leur importation, difficultés logistiques à l'international. Dans le contexte de crise à Sri Lanka, les industriels disent avoir dû réduire leur production faute de matières premières. Leurs prévisions pour les trois prochains mois se détériorent.

L'indice PMI pour les services atteint 43,8 (-7,5 points par rapport à mars) et signale aussi une contraction du secteur. Le sous-indice « nouvelles activités » (41,5, -15,3 pts) indique une chute pour la première fois depuis août 2021, tiré notamment à la baisse par le logement et l'immobilier, l'alimentaire, les assurances et le transport. Le sous-indice « activités commerciales » (40,5, -11,6 pts), est tiré à la baisse par les coupures d'électricité, les difficultés d'approvisionnement notamment en énergie, une faible demande pour les services non-essentiels qui accuse la réduction du pouvoir d'achat, la chute du tourisme et le contexte incertain dans le pays. Le logement et l'immobilier, l'alimentaire, les services professionnels, l'éducation et les assurances subissent une forte contraction, tandis que certaines entreprises dans la distribution et les services à la personne ont bénéficié de la période

festive. L'« emploi » (49,5, -4,7 pts) décline à la marge.

Les « retards » s'accumulent (52,8, +3,9 pts) pour la première fois depuis septembre dernier, à cause des coupures d'électricité, pénuries et difficultés de transport. Pour les mêmes raisons, ainsi que la forte hausse des prix des carburants et autres intrants, la hausse des coûts d'emprunt, la baisse de la demande pour les biens non-essentiels et l'instabilité du pays, les prévisions d'activité dans les trois prochains mois se détériorent plus fortement (34,7, -10,1 pts).

Contraction en g.a. du commerce extérieur de marchandises en mars

Sri Lanka a exporté pour 1057 M USD en mars 2022 (-3,4% en g.a., -3,2% en g.m.), 10ème mois consécutif où les exportations dépassent 1 Md USD en valeur, et importé pour 1819 M USD (-5,6% en g.a., -2,9% en g.m.). Le déficit commercial atteint 762 M USD sur le mois de mars, contre 832 M USD en mars 2021 (mais 2,4 Mds USD au T1 2022 contre 2,1 Mds USD au T1 2021). Ces chiffres marquent la première contraction des exportations et importations en glissement annuel depuis février 2021, le quatrième mois de baisse consécutive des exportations et le troisième mois de baisse consécutive des importations, malgré la forte hausse de la facture énergétique (+49,7% à 520 M USD, niveau le plus élevé depuis mars 2012). Les exportations agricoles (199 M USD, -22,6% en g.a.), victimes de l'interdiction des fertilisants et pesticides chimiques en 2021, décroissent fortement alors que les exportations industrielles progressent (853,9 M USD, +2,9% en g.a.).

Les importations de biens de consommation (282 M USD, -25,7% en g.a.) et de biens d'investissement (359 M USD, -13,9% en g.a.) chutent significativement, victimes des restrictions à l'importation et hausses des droits de douane imposées début mars, de la dépréciation de la roupie et de la perte associée de pouvoir d'achat, et des différentes contraintes sur les activités industrielles provoquées par la crise économique. La quasi-

totalité des importations de biens intermédiaires chutent ainsi, hormis l'énergie qui tire la catégorie à la hausse (1178 MUSD, +4,2% en g.a.). La chute en volume des importations de biens compense la hausse de leur valeur unitaire, la chute en volume et la chute en valeur expliquent également la chute des exportations. Les autres flux majeurs de la balance courante en mars, hors commerce de services, incluent 318 M USD de transferts de devises (612 MUSD en mars 2021) et 192 M USD de recettes touristiques (12 M USD en mars 2021). Les flux étrangers nets au Colombo Stock Exchange ont atteint 10 MUSD (-21 M USD en mars 2021), tandis qu'aucun investissement étranger dans des obligations d'Etat n'était enregistré.

Investissement de 417,5 M USD dans l'île d'Uchchamunai

La *Sri Lanka Tourism Development Authority* a signé le 11 mai un accord, repoussé depuis 2020 à cause de la pandémie, avec un investisseur suisse pour un bail de 30 ans sur l'île d'Uchchamunai, au large de Kalpitiya. L'investissement prévu, à hauteur de 417,5 M USD, comprendrait entre autres la construction d'un éco-resort, et un programme de développement pour les pêcheurs de l'île. Le projet doit encore passer l'étape de validation par les différentes agences responsables (conservation des côtes, autorité environnementale, etc.).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :
Crédits photo :

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr
© DG Trésor